



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« QUI GOUVERNE NOS SYSTÈMES ALIMENTAIRES ? »

ÉVÈNEMENT EN LIGNE - 9 FEVRIER 2022 (14:30-16:30 CET)

Le 9 février, les membres européens de la Réponse Autonome des Peuples à l'UNFSS organisent un webinaire pour explorer avec des membres du Parlement européen et de la Commission, comment la gouvernance alimentaire publique mondiale est en train d'être reconfigurée et quelles sont les principales menaces qui compromettent ses fondements démocratiques.

Il est de plus en plus admis que le système alimentaire actuel ne répond pas aux besoins des populations et de la planète. En 2020, entre 720 et 811 millions de personnes dans le monde ont été confrontées à la faim, soit 160 millions de plus qu'en 2019. La pandémie de COVID-19, le changement climatique et les systèmes agricoles et alimentaires non durables ont été des facteurs critiques.

L'UE a reconnu que les systèmes alimentaires font à la fois partie du problème et de la solution pour des sociétés et une planète saines, durables et justes [1]. Mais transformer les systèmes alimentaires n'est pas une tâche facile, car il ne suffit pas de changer les pratiques agricoles. Il faut aussi faire évoluer l'ensemble du système alimentaire - des champs aux assiettes - et sa gouvernance. Néanmoins, la voie du changement a soulevé de nombreuses questions et contestations quant à la manière d'organiser la gouvernance et la prise de décision de manière inclusive, démocratique, juste et conduisant à des solutions durables.

La gouvernance alimentaire est devenue une arène politique contestée depuis la mondialisation des systèmes alimentaires [2]. Les intérêts et les relations de pouvoir des différents acteurs ont convergé et activé des ressources inégales pour exercer leur influence dans la prise de décision. Les efforts internationaux d'un ensemble d'acteurs étatiques et sociaux ont été concertés pour renforcer les capacités réglementaires et institutionnelles publiques afin de promouvoir le droit à une alimentation et une nutrition adéquates [3].

La vision d'une gouvernance alimentaire mondiale publique a été abordée de manière efficace via un système de coordination multilatérale pour un contrôle démocratique. Néanmoins, des initiatives récentes telles que le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires risquent de fragmenter la sphère publique qui fixe les règles, les normes et les décisions concernant les politiques liées à l'alimentation et à l'agriculture pour laisser la place aux intérêts privés qui s'appuient sur les avancées technologiques, la financiarisation, les partenariats public-privé et la libéralisation du commerce, sans tenir compte de leurs conséquences sur l'environnement et le bien-être humain [4].

La primauté et la légitimité de la sphère publique européenne à défendre ce qui est considéré comme le plus bénéfique pour la planète et les personnes qui l'habitent sont donc confrontées à une ingérence indue des entreprises dans les espaces politiques internationaux et régionaux. Le rôle de l'UE pour prendre le leadership mondial dans le renforcement de la gouvernance alimentaire mondiale sur des bases démocratiques et un multilatéralisme inclusif est crucial.

La capacité des institutions européennes à renforcer l'agence des détenteurs de droits et à sauvegarder la sphère publique en tant qu'espace légitime et responsable pour réglementer la responsabilité des entreprises est réalisable dans le cadre de la stratégie «de la ferme à la fourchette», du cadre juridique du système alimentaire durable et de l'initiative sur la gouvernance durable des entreprises.

Représentant le courant régional européen de la réponse autonome du peuple à l'UNFSS, nous organisons [un événement, le 9 février à 14h30](#), avec les membres du Parlement européen intéressés, afin de déclencher un débat autour de la question suivante :

« Comment et dans quelle mesure les nouvelles modalités de la gouvernance alimentaire mondiale remettent en question la sphère publique et la prise de décision démocratique pour la transformation de nos systèmes alimentaires ? »

Cet événement réunira des représentants d'organisations de la société civile, des fonctionnaires de l'UE et des députés de différentes commissions (DEVE, INTA, AGRI) et de divers partis politiques pour analyser l'état actuel de la gouvernance alimentaire et discuter du rôle de l'UE dans l'avenir des systèmes alimentaires.

Personnes à contacter :

- Almudena Garcia i Sastre, chargée de la politique européenne et du plaidoyer à FIAN.
almudena@fian-europe.org
- Vincent Dauby, Chargé de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire à la CIDSE
dauby@cidse.org

[1] European Commission. 2020. «A Farm To Fork Strategy For A Fair, Healthy And Environmentally-Friendly Food System». Brussels: COM(2020) 381 final.

[2] McKeon, Nora. 2021. «Global Food Governance». Development 64 (1-2): 48-55. doi:10.1057/s41301-021-00299-9.

[3] Summary Report». 2021. In 49Th Session Of The Committee On World Food Security (CFS 49). International Institute for Sustainable Development. [online] Available at: https://enb.iisd.org/sites/default/files/2021-10/cfs_49_summary_0.pdf.

[4] Clapp, Jennifer, and Doris A Fuchs. 2009. Corporate Power In Global Agrifood Governance. Cambridge, Mass.: MIT Press.

PROGRAMME DÉTAILLÉ

«QUI GOUVERNE NOS SYSTÈMES ALIMENTAIRES ?»

9 FÉVRIER 2022 (14:30-16:30 CET)

INSCRIVEZ-VOUS À CE WEBINAIRE



https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_F4MD74MGRPOanS8bSdPWdg



Un événement
organisé par les
membres européens
de la Réponse
Autonome du Peuple
à l'UNFSS

14.30 - 14.35

Mots de bienvenue

Thierry Kesteloot, Oxfam, modérateur (3')

14.35 - 15.00

Introduction

La gouvernance de nos systèmes alimentaires.

Quel est l'enjeu ? Par Nora McKeon, Université Rome 3/Terra Nuova

La captation par les entreprises du Sommet des systèmes alimentaires des Nations unies (UNFSS) et la réponse autonome des peuples à l'UNFSS.

Par Paula Gioia (Coordination européenne Via Campesina/Mécanisme de la société civile auprès du Comité de la sécurité alimentaire mondiale)

15.00 - 15.25

Panel 1 : La gouvernance alimentaire dans sa dimension globale

Participants : Maria Noichl (S&D), Beata Kempa (ECR), Saskia Brickmont (Verts), Sofia Monsalve (FIAN IS)

15.25 - 15.50

Panel 2 : Politiques alimentaires de l'UE et gouvernance alimentaire mondiale

Participants : Claude Gruffat (Verts), Anja Hazekamp (GUE), Atilla Szocs (Ecoruralis), Commissaire européen (tbc)

15.50 - 16.15

Q&R

16.15 - 16.30

Remarques finales

Éric Andrieu (S&D) et Morgan Ody (Coordinateur international de La Via Campesina)